

## CORÉE

Le PIB par habitant continue de rattraper celui des pays les plus performants, mais l'écart reste très marqué en raison d'un déficit substantiel de productivité, qui n'est que partiellement compensé par une forte utilisation des ressources en main-d'œuvre. Après plusieurs années durant lesquelles peu de progrès ont été accomplis, il faut relancer les réformes structurelles, en particulier dans les domaines évoqués ci-après.

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### Assouplir la réglementation dans les industries de réseau

Une réglementation restrictive des marchés de produits limite la concurrence dans les industries de réseau, contribuant ainsi à un écart de productivité entre les activités manufacturières et les services qui est le plus prononcé dans la zone de l'OCDE.

**Mesures prises :** le gouvernement a adopté en 2007 une « Feuille de route pour la politique et la réglementation dans le secteur des télécommunications », qui instaure la portabilité du numéro de téléphone, assouplit la réglementation des tarifs et le système d'interconnexion et réduit également les barrières à l'entrée. La Commission coréenne pour la radio/télévision et la Commission coréenne pour les télécommunications ont été fusionnées en 2008 en une autorité de régulation unique.

**Recommandations :** procéder à des réformes similaires à celles des télécommunications dans les autres industries de réseau, notamment l'électricité, où la privatisation des sociétés de production est au point mort. Baisser ou supprimer les plafonds de prise de participation auxquels sont soumises les entreprises étrangères dans les industries de réseau, en particulier les télécommunications, les transports et l'électricité, afin de tirer pleinement parti des entrées d'investissements directs étrangers.

#### Réduire le soutien à la production agricole

Le soutien à la production agricole reste supérieur au double de la moyenne pour la zone de l'OCDE, ce qui fausse les échanges et impose aux consommateurs des prix qui dépassent très largement les prix mondiaux des produits agricoles, tout en maintenant des ressources dans des activités faiblement productives.

**Mesures prises :** aucune mesure n'a été prise depuis qu'a été négocié en 2007 l'accord de libre-échange avec les États-Unis, qui réduira progressivement les obstacles pour plusieurs grands produits, dont le blé, le maïs et la viande bovine. Malgré la mise en place d'un paiement aux agriculteurs calculé en fonction de la superficie rizicole, la proportion du soutien des prix de marché – le type d'aide qui crée le plus de distorsions – a augmenté de plus de 90 % en 2007.

**Recommandations :** ouvrir davantage le pays aux importations de produits agricoles, entre autres par la mise en œuvre de l'accord de libre-échange avec les États-Unis et par de nouveaux accords avec d'autres partenaires commerciaux. Modifier la composition du soutien en privilégiant les paiements directs par rapport au soutien des prix du marché tout en réduisant le niveau global de l'aide.

#### Réformer la législation protectrice de l'emploi pour les contrats à durée indéterminée

La proportion de travailleurs temporaires est passée de 17 % des salariés en 2001 à 28 % en 2007. La précarité de ces emplois, leur couverture sociale limitée et le manque de possibilités de formation créent des problèmes d'équité et d'efficacité.

**Mesures prises :** les dispositions de la loi sur l'emploi à durée déterminée qui visent à empêcher un traitement discriminatoire des travailleurs sous contrat à durée déterminée en leur ouvrant un recours devant une instance publique ont été étendues en juillet 2008 aux entreprises de 100 à 299 salariés.

**Recommandations :** veiller à ce que la loi sur l'emploi à durée déterminée ne réduise pas l'emploi total. Moins inciter à recruter sur contrat à durée déterminée en assouplissant la protection de l'emploi à durée indéterminée et en élargissant la couverture sociale des travailleurs sous contrat à durée déterminée tout en améliorant leurs possibilités de formation.

### Autres grandes priorités

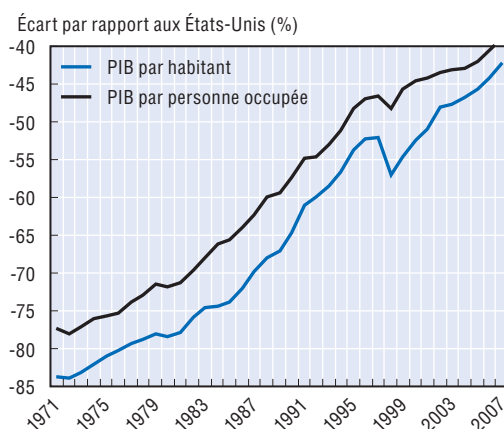
- **Incitations à l'innovation.** Améliorer le système d'innovation en faisant en sorte que l'enseignement universitaire soit plus performant grâce à des mesures de déréglementation et à un renforcement de la concurrence et en développant la R-D universitaire, relativement limitée à l'heure actuelle.
- **Accueil de l'enfance.** Afin de favoriser l'activité des femmes, développer des établissements privés de garde des enfants en supprimant les tarifs plafonnés et attribuer aux parents des chèques « garde d'enfants » plutôt que d'accroître les capacités des établissements publics d'accueil de l'enfance.

## CORÉE

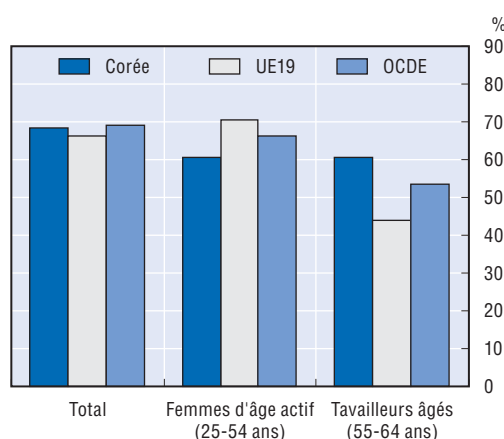
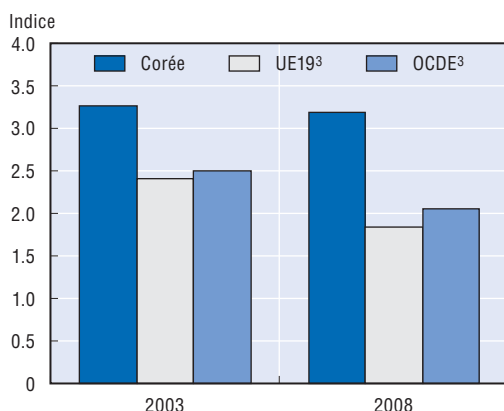
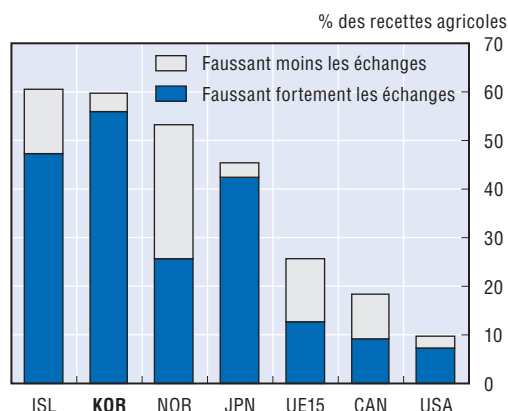
## Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance tendancielle, en pourcentage

	1997-2007	1997-2002	2002-2007
PIB par habitant	4.0	4.0	4.1
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	-0.4	-0.5	-0.3
dont : Taux d'emploi	0.6	0.5	0.8
Nombre moyen d'heures travaillées	-1.0	-1.0	-1.1
Productivité du travail	4.5	4.5	4.4
dont : Intensité capitalistique	..	..	..
Productivité multifactorielle	..	..	..

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2008/2, n° 84.A. Le mouvement de convergence du PIB par habitant et de la productivité reste fort<sup>1</sup>

## B. Le taux d'emploi total est proche de la moyenne de l'OCDE malgré les taux faibles pour les femmes, 2007

C. La réglementation des marchés de produits dans les industries de réseau est contraignante<sup>2</sup>D. Le soutien à l'agriculture est élevé, 2007  
Estimation du soutien à la production

- Écarts en pourcentage avec le PIB par habitant et par personne occupée des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
- L'indicateur varie sur une échelle de 0 à 6, du degré de restriction le plus faible au plus élevé.
- À l'exclusion de la Grèce, de l'Irlande et de la République slovaque.

Source : Graphique A : OCDE, *Base de données des comptes nationaux*; graphique B : OCDE, *Base de données des statistiques de la population active*; graphique C : OCDE, *Base de données sur la réglementation des marchés de produits*; graphique D : OCDE, *Base de données des estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/533826616320>